Document généré le 24 avr. 2024 21:04

Anthropologie et Sociétés

La recherche sur la guerre et la stratégie au Ministère de la Défense Nationale du Canada

George Lindsey

Volume 7, numéro 1, 1983

Guerres et stratégies

URI : https://id.erudit.org/iderudit/006119ar
DOI : https://doi.org/10.7202/006119ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Lindsey, G. (1983). La recherche sur la guerre et la stratégie au Ministère de la Défense Nationale du Canada. *Anthropologie et Sociétés*, *7*(1), 213–229. https://doi.org/10.7202/006119ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA RECHERCHE SUR LA GUERRE ET LA STRATÉGIE AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE DU CANADA

George R. Lindsey
Chef du Groupe d'Analyse et de
Recherche Opérationnelle
Ministère de la Défense nationale
du Canada

Bien que la guerre et la stratégie aient été étudiées pendant des siècles, une expansion marquée et un changement des approches se sont produits dans les études des quelques dernières décennies. Il est probablement exact de dire qu'avant la fin de la première guerre mondiale, la plupart des gens de sens pratique considéraient la guerre comme un moyen inévitable de résoudre les conflits internationaux et une caractéristique permanente des rapports internationaux. La plupart ressentaient en même temps que la guerre était indésirable, peut-être immorale, et espéraient d'autres formes de solution des conflits là où c'était possible.

Les grandes religions furent habituellement capables de faire des compromis avec la fidélité des barons et des seigneurs de la guerre, avec le nationalisme et le patriotisme, rendant ainsi plus facile le soutien populaire des guerres, mais au XXe siècle la montée d'un grand nombre des idées associées au socialisme et au communisme a commencé à éroder l'allégeance populaire automatique à l'État comme centre de la loyauté.

Pendant la majeure partie de son histoire, l'étude de la stratégie a été étroitement liée à l'application directe de la puissance militaire. Bien que Machiavel, Napoléon, les analystes de Napoléon, dont Clausewitz, Lénine et Hitler, aient traité de nombre d'aspects du pouvoir de l'État et de ses applications aux conflits entre États, on associe les noms de Moltke, Schlieffen, Foch, Ludendorff et Liddell Hart à l'organisation et à la manœuvre

Anthropologie et Sociétés 1983, vol. 7 no 1 : 213-229

des armées, Mahan à l'utilisation de la marine et Douhet et Trenchard à celle de la force aérienne. Les terribles pertes de la première guerre mondiale ont engendré des efforts considérables pour prévenir le retour de pareil désastre général, par exemple le Traité de Versailles, la Ligue des Nations et les diverses conférences sur le désarmement. On s'aperçoit rétrospectivement, si l'on tient compte également de l'expérience de la deuxième guerre mondiale, que les motivations élevées de visionnaires comme Woodrow Wilson n'ont pas été accompagnées d'actions ou d'institutions aptes à prévenir la guerre.

La deuxième guerre mondiale apporta des innovations majeures en stratégie, rendues possibles dans une large mesure par le développement des nouveaux systèmes d'armes. La guerre éclair (blitzkrieg) impliquant la coopération des blindés, de l'infanterie, du génie, de l'artillerie et de la force aérienne tactique, dont Guderian fut le pionnier, brisa la suprématie sur terre de la défense sur l'offensive. Les porte-avions remplacèrent les cuirassés comme unités principales de la marine et les formes variées de péniches de débarquement permirent des attaques amphibies réussies sur des côtes défendues. En 1917-1918, la guerre sous-marine n'avait pas d'opposition et vint très près de couper les lignes de ravitaillement entre l'Amérique et l'Europe. La défaite des U-boats en 1943-1944 est due en grande partie aux radars et aux patrouilles aériennes en mer.

Les suites de la deuxième guerre mondiale donnèrent lieu à des traités de paix moins susceptibles d'engendrer les motifs d'une troisième guerre mondiale, mais ils empirèrent la situation du point de vue d'un certain nombre de pays européens placés sous la domination d'une puissance étrangère. Les Nations-Unies ne réussirent pas mieux à empêcher des guerres limitées que la Ligue des Nations. Deux autres développements ont suivi la deuxième guerre mondiale et impliquent de sérieux dangers d'une troisième guerre mondiale : la polarisation Est-Ouest et la prolifération des armes nucléaires, d'abord aux États-Unis puis peu après en U.R.S.S., en Grande-Bretagne, en France et en République populaire de Chine. La combinaison de ces deux facteurs rend probable la perspective d'une troisième guerre mondiale encore plus dévastatrice que les deux premières. Les développements ensuite des armes thermonucléaires et leur déploiement en grand nombre, en plus de l'absence persistante de tout moyen efficace de défense contre elles, ont provoqué une crainte sans précédent d'une autre guerre majeure et en même temps une détermination largement répandue de l'empêcher.

Une des conséquences de ces préoccupations fut l'expansion importante du nombre et de la portée des études de stratégie. Celles qui essayaient d'améliorer la capacité de combattre et de gagner les guerres, cherchèrent à exploiter les possibilités des nouveaux systèmes d'armement, aussi bien ceux qui ont émergé pendant la deuxième guerre mondiale que ceux plus avancés développés ensuite. Les études de stratégie nucléaire ont dû se

développer dans un vide quasi total d'expériences pertinentes. Le grand désir, cependant, de *prévenir* plutôt que de *gagner* la guerre a étendu le champ des études stratégiques vers d'autres domaines nouveaux. La *dissuasion* et *le contrôle des armements* sont parmi les stratégies les plus prometteuses pour prévenir les guerres. Parmi les autres sujets d'étude liés à la prévention ou à la limitation de la guerre, on trouve les manières de résoudre les conflits, le maintien de la paix et les types et les degrés variés de désarmements. Certaines études se tournent également vers l'utilisation des moyens économiques, politiques et autres moyens non-militaires pour renforcer la puissance du pays.

La recherche canadienne sur la guerre et la stratégie

Les grandes questions de la guerre et de la stratégie sont évidemment de portée mondiale et il n'y a presque rien pour faire du Canada un cas spécial ou unique. La majorité de la littérature disponible ou publiée concernant la stratégie et la dissuasion nucléaire a eu son origine aux États-Unis, surtout avec les noms de Brodie, Kahn, Kissinger, Mc Namara, Schelling et Wohlstetter. D'importantes contributions sont venues de France (Aron, Beauffre, Gallois et d'autres) et de l'Institut International d'Études Stratégiques de Londres. Sokolovsky a été le principal auteur soviétique disponible à l'Ouest.

De 1867 à 1945, les préoccupations canadiennes concernant la guerre et la stratégie ont été virtuellement inséparables de celles de l'empire britannique. Notre participation à la guerre d'Afrique du Sud et aux deux guerres mondiales l'était comme partie de l'empire britannique (ou du Commonwealth) et la plupart des décisions impliquant les forces canadiennes ont été prises pour elles par les puissances alliées plus importantes. Mais avec les plans de défense de l'Amérique du Nord, qui commencent avec l'accord d'Ogdensburg en 1940, le Traité de l'Atlantique Nord en 1949, la crise de Suez en 1956 où le Canada et les États-Unis n'ont pas soutenu la Grande-Bretagne et la France, et les opérations de maintien de la paix entreprises sous l'égide des Nations-Unies, le Canada en est graduellement venu à une position plus indépendante concernant sa défense.

Le Commonwealth britannique d'après-guerre perdit également de sa signification comme ensemble pour ce qui regarde la guerre et la stratégie, laissant ses anciens dominions et colonies développer leurs propres politiques.

Ces changements ont naturellement commencé à poser des problèmes plus pressants que dans les années précédentes aux ministères canadiens des Affaires extérieures et de la Défense nationale. Les problèmes furent analysés et les politiques formulées sans pouvoir miser sur une forte production de publications, formelles ou non classées, de recherche. Nous nous étendrons davantage sur ces travaux plus loin dans cet article.

À la même époque, la petite communauté des Canadiens préoccupés des affaires étrangères, de la guerre et de la stratégie et qui n'était pas au service du gouvernement, commença à discuter de ces problèmes et à publier occasionnellement sur ces sujets. On notera dans les premières années les chercheurs associés au *Canadian Institute of International Affairs*, notamment John Holmes et des historiens comme C.P. Stacey et James Eayrs. Quelques années plus tard, certains politicologues universitaires se tournèrent vers les études stratégiques, encouragés par les chaires ouvertes dans plusieurs universités canadiennes grâce aux fonds du ministère de la Défense nationale. En dehors des cercles universitaires, le *Canadian Peace Research Institute* poursuivait ses études consacrées au désarmement sous la conduite de Norman Alcock et de Allan et Hannah Newcombe; *l'Institut Canadien des Études Stratégiques* fut créé un peu plus tard sous la gouverne du Brigadier général à la retraite, George Bell, et attira des membres venus en grande partie du cadre des officiers de réserve ou à la retraite, et des milieux d'hommes d'affaires. Certaines de ces initiatives non-gouvernementales ont reçu le soutien financier de fondations, de l'industrie et du gouvernement fédéral.

Il n'est pas dans mon propos de décrire ou d'évaluer la recherche non-gouvernementale canadienne sur la guerre et la stratégie, dont on parle ailleurs dans ce numéro, ni le travail qui se fait au ministère des Affaires extérieures sur la politique étrangère. On peut cependant noter ici que les hypothèses et l'éventail des études académiques sont souvent beaucoup plus larges que dans le cas des études faites à l'intérieur du gouvernement. Lorsque, par exemple, le Canada devint en 1949 un membre fondateur de l'Alliance Atlantique et, après un examen de cette politique quelque vingt ans plus tard, confirma sa volonté de fonder sa politique de défense sur la sécurité collective, les études stratégiques entreprises à l'intérieur du gouvernement ont pris pour acquis que le Canada resterait dans l'OTAN. Mais il est parfaitement acceptable qu'une étude universitaire examine les possibilités du non-alignement ou même de joindre le bloc communiste. Pour prendre un autre exemple, le ministère de la Défense nationale se voit confier un certain nombre de tâches à remplir et l'examen d'un certain nombre de menaces militaires pour lesquelles il doit être préparé, mais une étude non-gouvernementale est libre de mettre en question ces engagements et ces menaces et de suggérer qu'il serait peut-être de meilleure politique de ne pas acquérir d'armes ou de ne pas s'équiper.

♦ Quelques concepts en discussion

Certaines différences entre recherche gouvernementale et recherche non-gouvernementale tiennent à des différences de base dans les valeurs et les façons d'approcher les problèmes — sujet qui a peut-être de la signification pour les anthropologues. Dans les groupes en faveur du contrôle des armements, on en trouve qui considèrent que toutes les armes sont mauvaises. Les armes, disent-ils, causent les guerres, aucune nation ne s'est équipée

d'armes sans les utiliser dans la guerre et donc la seule politique intelligente est d'éliminer les armes, après quoi la guerre ne sera plus possible.

Mais on entend d'un autre côté que ce ne sont pas les armes mais les hommes ou les états qui causent les guerres, que beaucoup de systèmes d'armement sont défensifs et ont un effet stabilisateur capable de décourager l'agression, que les nations ont un droit à se défendre, que tous les états doivent conserver certaines armes pour leur sécurité interne et le contrôle du crime, et que si un camp se désarmait unilatéralement, il se rendrait vulnérable.

Affirmée ou non, l'une ou l'autre de ces approches est implicite à de nombreuses études sur le contrôle des armements ou sur le désarmement. Les études gouvernementales suivent en général la seconde approche, à cause peut-être d'une longue expérience et du sentiment d'avoir pour mission la responsabilité de garantir la sécurité nationale.

Un autre concept central à beaucoup d'analyses de la guerre et de la stratégie est celui de *dissuasion*. Celle-ci s'appuie sur deux bases : les moyens d'infliger de sévères dommages à un agresseur éventuel et les prises de position, l'histoire et le comportement aptes à convaincre l'agresseur que ces moyens seraient effectivement utilisés s'il devait commettre l'agression. Si la dissuasion fonctionne comme prévu, il n'y aura pas d'agression et les moyens n'auront jamais à être employés. Mais si la dissuasion échoue, les moyens de la dissuasion peuvent ne pas être capables de limiter les dommages causés par l'agresseur ou de repousser son attaque. Pour en être capable, il devient alors nécessaire de s'engager dans le domaine de la *défense*.

On aurait pu appliquer ces concepts à la période prénucléaire, mais la différence entre dissuasion et défense aurait été de loin moins claire. Bien des forces qui serviraient à dissuader une attaque auraient été les mêmes que celles nécessaires à se défendre contre une attaque. Mais contre les armes nucléaires il n'y a pas de moyens réellement efficaces de se défendre une fois l'attaque déclenchée. Tout ce qu'on peut faire est de contre-attaquer, non pas contre les armes de l'agresseur mais contre sa population et ses autres biens vitaux.

Beaucoup de stratèges professionnels croient que c'est le concept et la mise sur pied de la dissuasion nucléaire stratégique qui ont empêché une troisième guerre mondiale. Pour rester capable de l'empêcher, il est essentiel de maintenir une dissuasion *mutuelle* et *stable*, de façon à ce qu'aucun côté n'ait de motif rationnel de commencer une guerre. L'aspect *mutuel* exige des forces suffisantes des deux côtés, pas nécessairement exactement égales, et la *stabilité* requiert que les armes réservées à la réplique ne soient pas vulnérables à une première attaque qui tenterait de les détruire avant qu'elles puissent être utilisées. La plus grande part des discussions liées aux traités

SALT est fondée sur le prérequis de conserver les systèmes internationaux des USA et de l'URSS dans un état qui garantisse une dissuasion stable et mutuelle.

Beaucoup, cependant, n'acceptent pas la théorie de la dissuasion nucléaire. Ils craignent son échec et, dans ce cas, ses conséquences terrifiantes. Certains redoutent une guerre accidentelle, qui pourrait survenir si un côté pensait (en se trompant) qu'il était attaqué et déclenchait sa réplique. D'autres craignent que celui qui aurait encaissé une première attaque, décimant ses armes de contre-attaque et laissant ainsi l'attaquant avec un surplus d'armes (encore inutilisées) capables de détruire ses villes, choisirait de ne pas répondre et laisserait en ce cas l'agresseur remporter la victoire. Il y a encore beaucoup d'autres objections émotionnelles à une politique qui vise à la destruction massive de civils ou à celle qui refuse de défendre la population.

En général, les études gouvernementales acceptent la doctrine de la dissuasion stratégique alors que beaucoup d'études non-gouvernementales ne l'acceptent pas. Mais très peu de recommandations visant à abolir la dissuasion nucléaire proposent des moyens de remplacement pour prévenir la guerre, spécialement s'il existe un déséquilibre des forces conventionnelles qui permettrait d'entreprendre une agression et de vaincre en l'absence d'armement nucléaire.

Un autre aspect de la dissuasion, appelé parfois « dissuasion pendant une guerre », engendre des différences majeures. On vise ici les moyens de contenir un conflit qui est déjà en route. La question la plus débattue concerne la capacité des armes nucléaires, utilisées de manière sélective et limitée, de mettre fin à un conflit sans aller jusqu'à engager un conflit nucléaire général impliquant une destruction massive de la population. Le cas que la plupart ont à l'esprit est celui d'une attaque terrestre et aérienne des forces du Pacte de Varsovie contre les forces de l'OTAN en Europe centrale, qui utiliserait seulement des armes conventionnelles et pendant laquelle les forces plus importantes du Pacte de Varsovie feraient des gains territoriaux rapides et menaceraient de rompre les lignes de l'OTAN. La menace ou l'utilisation d'un nombre limité d'armes nucléaires basées en sol européen pourraient-elles stopper l'avance ou même provoquer le retrait des forces du Pacte de Varsovie ? Ou bien la contre-attaque par les mêmes moyens du Pacte de Varsovie annulerait-elle cette stratégie ? Ou encore n'en arriverait-on pas inévitablement à l'escalade jusqu'à utiliser sans limite la stratégie nucléaire contre la population des deux côtés ?

La réponse à ces questions est évidemment que personne n'en sait rien. Mais il existe une école de pensée qui est convaincue que la première explosion nucléaire conduira rapidement et inévitablement à son usage sans limite et une autre école qui considère les armes nucléaires comme le seul moyen dont dispose l'OTAN pour empêcher une défaite en Europe.

La question de la durée probable d'un conflit majeur est liée à cette question de la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire pour arrêter ou contenir une guerre. Il est de toute évidence très important pour ceux qui planifient de savoir de combien de temps ils peuvent disposer pour mobiliser et déployer leurs forces et pour combien de temps ils doivent les équiper. Une très importante question est celle de connaître l'effet qui sera déterminé par les forces déjà déployées au début d'une guerre qui se déclenche et de savoir si le temps sera suffisant pour entraîner des renforts et usiner plus d'armes et de munitions.

Il y a ceux qui pensent que l'emploi des armes nucléaires est inévitable, que leur première utilisation conduira rapidement à leur usage illimité et qu'elle écrasera au moins un des adversaires au point qu'il perdra la volonté et la capacité de continuer la guerre. Si l'on suit ce raisonnement la guerre sera courte et il est inutile d'investir dans des ressources qu'on ne peut pas employer rapidement.

Les adversaires de cette opinion font remarquer que presque toutes les grandes guerres ont duré plus longtemps que prévu, que les armes nucléaires peuvent ne jamais être utilisées — simplement à cause de la crainte générale des conséquences ultimes — et que si notre camp était clairement non préparé à une longue guerre, cela constituerait une invitation à l'autre camp de nous réduire à sa merci.

Voilà quelques-uns des concepts en discussion qu'on peut trouver couramment dans les débats sur la guerre et la stratégie.

回 La recherche sur la guerre et la stratégie dans le gouvernement canadien

Les ministères, tels celui de la Défense nationale et celui des Affaires extérieures, doivent traiter de nombreuses questions liées à la guerre et à la stratégie et souvent par des équipes de professionnels à temps plein. La plus grande partie de leur travail aboutit à des mémoires, à des documents de travail, à des directives, à des propositions, à des conférences, à des télégrammes et à des consultations. Il est très rare que des affaires d'état de cette nature engendrent des rapports de recherche du genre de ceux que publient les revues académiques. Il n'est donc pas possible de dresser des listes de rapports inclassables qu'on pourrait ensuite décrire comme la recherche gouvernementale la plus pratique et la plus importante sur la guerre et la stratégie. Cependant, les questions les plus importantes et les plus récurrentes font de plus en plus l'objet de textes non classés qu'on peut citer comme des indications du type d'études en cours.

De nombreuses études parmi les plus importantes sont réalisées sous le sceau du secret et une forte pression, pour soutenir par exemple une révision de la politique gouvernementale, pendant une crise internationale

ou en préparant une conférence internationale majeure où l'on s'attend à des décisions engageant le Canada. Certaines personnes engagées dans ce genre d'études ont à leur disposition, quand c'est possible, une variété d'informations pertinentes déjà rassemblées. Parmi ces études des quinze dernières années on trouve la révision de la politique de la défense qui a conduit au livre blanc de 1971[1] (le premier depuis 1964[2] qui représenta pour le ministère de la Défense nationale un projet durable dans les années qui ont suivi), les révisions de la politique maritime, de la politique de la défense aérienne et des forces terrestres et bien des analyses préparatoires aux décisions d'achat de l'avion patrouilleur de longue portée Aurora et du chasseur CF-18A. Des études complètes de cette ampleur comprennent une foule de détails de nature technique, militaire et économique aussi bien que des considérations plus fondamentales liées à la guerre et à la stratégie.

Les marins, les soldats et les aviateurs engagés dans les écoles de formation de la défense, dans les unités et les états-majors sur le terrain et dans les quartiers généraux de la Défense nationale cherchent continuellement des façons d'améliorer les capacités opérationnelles des forces armées, mais les résultats écrits de leurs recherches apparaissent en très petit nombre sous la forme de publications disponibles à un large public. Les diverses revues militaires offrent quelques occasions de publier : le *Canadian Defence Quarterly*, le *Canadian Military Journal*, l'*Infantry Journal*, le *Canadian Military Engineer*, les publications de groupes dans les Écoles militaires, qui sont non classées et, dans les premières années, le *Air Force College Journal*[3-6] et le *Canadian Army Journal*. Il faut ajouter des articles publiés par les officiers canadiens dans des revues militaires des pays alliés. Toutefois, la majorité des sujets discutés dans ces publications relèvent plutôt de considérations d'ordre tactique, technique ou professionnel, plutôt que du niveau plus philosophique de la guerre et de la stratégie. On arrêtera ici la discussion de ce type de recherche si l'on veut tenir cet article dans des limites raisonnables.

En plus des études militaires sur les tactiques et l'usage des armements, le ministère de la Défense nationale fait de la recherche scientifique sur de nombreux types d'équipements militaires, leurs applications et leur développement. La plupart de ces travaux sont consignés dans des rapports classés, mais certains résultats sont décrits dans des revues non classées. Comme dans le cas de la recherche sur les tactiques et l'utilisation des armes, ce type de recherche de laboratoire et d'ingénierie ne sera pas discuté plus longuement dans cet article sur la guerre et la stratégie.

Il existe deux forums où beaucoup d'informations et plus encore d'opinions concernant la stratégie de défense du Canada sont discutées en public : le Comité permanent sur les Affaires extérieures et le sous-comité du Sénat sur la Défense. De nombreux témoins de toutes convictions témoignent devant ces comités et presque toutes leurs présentations ainsi que les rapports finaux des comités sont publics. Les sujets traités dans les années

récentes portent notamment sur la défense aérienne de l'Amérique du Nord, sur la défense maritime, les forces de réserve et le contrôle des armements.

Un important papier écrit par R.Y. Sutherland et publié en 1962[7] a analysé et décrit la situation stratégique du Canada à long terme de manière plus systématique que jamais auparavant en public.

Les rapports du Canada avec l'Europe et son rôle dans l'OTAN sont évidemment sous examen constant aux ministères des Affaires extérieures et de la Défense nationale; ils ont fait l'objet de nombreux articles de diplomates et d'universitaires. Quelques articles d'ordre général ont été publiés par des membres du ministère de la Défense nationale dans des revues disponibles[8-12]. Outre l'OTAN, on assure l'examen constant de diverses régions du monde afin de prévoir le développement de l'instabilité ou des changements à venir susceptibles d'avoir une signification stratégique. Ce genre d'études rédigées par des fonctionnaires gouvernementaux[13] aboutit rarement à des textes disponibles au public. Le ministère de la Défense nationale produit annuellement une évaluation classifiée de la situation stratégique, document qui joue un rôle important dans la planification de la défense.

La stratégie maritime a fait l'objet d'un examen pour fonder la révision de la politique maritime, la décision de se procurer un avion patrouilleur à longue portée et la frégate canadienne de patrouille (ce dernier projet attend une décision finale au moment d'écrire ce texte). Il a été possible de publier dans des revues disponibles au public certains textes proches des études gouvernementales[14-24].

Les problèmes de la défense aérienne de l'Amérique du Nord ont demandé une vigilance périodique au fil des ans, par exemple les besoins propres à une refonte de la politique de la défense aérienne, les révisions qui ont précédé les renouvellements des accords du NORAD et la mise à jour des changements principaux dans les plans américains de la défense aérienne du continent. Certaines études ont été menées par des groupes conjoints canado-américains. Des publications occasionnelles de membres du ministère de la Défense nationale[25-28] ont été publiées et sont disponibles au public. Le problème de la défense contre les missiles et les armes spatiales, associé au problème de la défense aérienne, a aussi fait l'objet de quelques publications par le personnel du ministère de la Défense nationale et sont disponibles également[29-32].

Les problèmes de la défense et autres activités dans le nord ont provoqué selon les années un intérêt grandissant ou moindre pour l'Arctique canadien. Une étude de base de R.Y. Sutherland[33] en a entraîné d'autres[34-38] par des auteurs du ministère. Associée à la stratégie arctique et maritime, on trouve la préoccupation de protéger la souveraineté canadienne, préoccu-

pation qui reçut beaucoup d'attention au début des années 70[39-41] et qui est liée aux questions concernant le droit maritime[42].

La sécurité des approvisionnements en énergie est devenue une question de haute priorité stratégique pour la plupart des nations depuis que l'embargo de l'OPEP et la hausse des prix qui a suivi ont démontré la vulnérabilité du monde industrialisé. Quelques travaux entrepris au ministère ont abouti à des rapports publiés[43-46].

La défense civile a été associée pendant de nombreuses années au ministère de la Défense nationale mais elle fait maintenant partie de la responsabilité de la *Planification d'Urgence du Canada*. Cet organisme a des facilités de recherche et produit des publications, dont le *Emergency Planning Digest*. Des articles sur la défense civile ont été publiés dans le *Canadian Defense Quarterly*[47-50].

Même si les forces militaires de réserve ont reçu moins d'attention et de publicité que les sujets habituels, la politique qui doit guider leur utilisation et leur situation fait l'objet de recherches[51].

Une connaissance à jour des capacités de la technologie militaire courante est essentielle à des études valides sur la guerre et la stratégie. C'est particulièrement vrai dans des domaines comme l'espace[52], les missiles guidés et la guerre sous-marine. Il existe une foule de publications réalisées par des spécialistes des problèmes de la défense, sur des sujets techniques ou à forte composante technique, dans beaucoup de textes sur la guerre et la stratégie. Mais il y en a moins qui ont été publiés sur la technologie militaire comme telle[53-54].

On a donné le nom de « maintien de la paix » à une variété d'activités depuis la guerre de Corée jusqu'aux missions de supervision de trêves ou d'observations, en passant par des opérations d'interposition entre combattants. De nombreux pays sont disqualifiés pour le maintien de la paix dans certaines régions, parce qu'il s'agit de superpuissances ou d'anciens pouvoirs coloniaux par exemple, et d'autres éprouvent des difficultés à fournir les services de transport aérien, de logistique et de communications habituellement très demandés. Le Canada a été capable de contribuer utilement à de nombreuses forces de maintien ou d'observation de la paix, la plupart sous les auspices des Nations-Unies mais aussi dans le cadre d'autres arrangements (comme en Indochine). Des contingents canadiens ont servi en Inde, au Pakistan, en Corée, à de nombreux endroits du Moyen-Orient, au Congo, en Nouvelle-Guinée, au Yémen, en Indochine. Les militaires et les diplomates canadiens en ont retiré une expérience considérable et certains l'ont consignée en bonne partie par écrit[55-60].

En rapport avec les études sur la sécurité et sur le contrôle des armements, en plus de l'organisation de la défense, une attention constante est prêtée

à l'état de l'équilibre des forces militaires dans le monde – qu'elles soient stratégiques, nucléaires, conventionnelles, navales ou régionales[61-65].

Les possibilités et les problèmes du contrôle des armements ont occupé une grande partie de l'attention du ministère des Affaires extérieures et du ministère de la Défense nationale. L'image entretenue par de nombreux groupes exigeant un désarmement rapide veut que le désir de la paix et du contrôle des armements soit un monopole de leur communauté qui travaille pour la paix, alors que les groupes à l'intérieur des services gouvernementaux sont ignorants des dangers, opposés au contrôle des armements et peut-être même avides d'armes supplémentaires, satisfaisant ainsi leur désir de faire la guerre. Pareil portrait est complètement faux. Même s'il n'est pas présenté en termes émotionnels ou idéalistes et sans exhortations à la vertu ou à la préservation de l'humanité, le travail accompli aux ministères des Affaires extérieures et de la Défense nationale est en réalité un travail pratique, réaliste et utile dans les rencontres internationales où l'on est responsable de négocier des mesures de contrôle des armements. Très peu de ces travaux sont parus dans la littérature disponible. Toutefois, des exemples de ce genre de travaux, publiés par des personnes travaillant pour ou au ministère de la Défense, comprennent des discussions sur la dissuasion[66, 67], l'équilibre stratégique[68], les SALT[69-71], la modernisation de la force nucléaire[72], la vérification[73, 74], la réduction mutuelle et équilibrée des forces militaires[75], les fonds marins[76], la prolifération nucléaire[77] et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe[78]. On notera également le développement du droit maritime lié au contrôle des armements[79]. Le travail du Canada sur la vérification des accords sur le contrôle des armements n'a pas été confiné aux études analytiques et aux négociations, puisqu'une grande partie de l'activité pratique a été consacrée aux tests sur la qualité de l'air, à l'époque où les essais nucléaires dans l'atmosphère étaient répandus, et à la détection sismique des essais nucléaires souterrains dans les années plus récentes.

On peut apprendre quelque chose de la nature de la guerre comme phénomène de la société humaine par l'étude statistique de l'importance, de la durée et de la fréquence des conflits entre états[80] sur une période de plusieurs siècles. On a tenté d'utiliser des techniques de prévision pour prévoir des changements dans le système international[81]. Il est possible de mesurer la situation des nations concernant leur défense par des quantités mesurables comme le budget, le nombre d'hommes en uniforme et le rapport proportionnel des armées à leur flotte de navires[82]. En deçà du niveau des guerres d'importance majeure, on a fait des travaux sur les conflits de faible intensité[83] et sur le terrorisme international[84]. On citera pour finir la question de la motivation des soldats à engager le combat[85], qui relie la guerre à l'anthropologie.

Comme nous l'avons décrit dans cette section sur la recherche à l'intérieur des services gouvernementaux, seule une petite fraction de ce qui

s'y fait, fait l'objet de textes publiquement disponibles. Par ailleurs, ce qu'on y fait sur les problèmes généraux de la guerre et de la stratégie est très réduit par rapport aux recherches plus techniques sur l'équipement, l'entraînement et l'utilisation des forces armées.

BIBLIOGRAPHIE*

Articles généraux

[1] « Defense in the Seventies », Donald S. Macdonald, *Information Canada* (1971).

[2] *White Paper of Defense*. Paul Hellyer et Lucien Cardin, Queen's Printer, Ottawa (1964).

[3] « Air Power and Future Wars », J.I. Jackson, *RCAF Staff College Journal*, 1957: 29-35.

[4] « Air Power, Sea Power, and Modern Weapons », S/L N.W. Emmott, *RCAF Staff College Journal*, 1957: 52-57.

[5] « Air Power, Land Power, and Modern Weapons », S/L N.W. Emmott, *RCAF Staff College Journal*, 1958: 68-72.

[6] « The Role of Land Forces in Modern Military Strategy », Col. N.G. Wilson-Smith, *Air Force College Journal*, 1961: 44-51.

[7] « Canada's Long Term Strategic Situation », R.J. Sutherland, *International Journal* XVII, 3, Summer 1962: 199-223.

[8] « The Defense of Western Europe », Col. G.M.C. Sprung, *Air Force College Journal*, 1962: 21-27.

[9] « A Questionmark – The NATO Concept of Defense », J.H. Trotman, *Canadian Defense Quarterly* 1, 2, Autumn 1971: 8-14.

[10] « NATO : Uncertainties and Palliatives », J.H. Trotman, *Canadian Defense Quarterly* 3, 2, Autumn 1973: 15-20.

[11] « La sécurité de l'Europe remise en question », Maj. A.M. Pellerin, *Canadian Defense Quarterly* 9, 3, Winter 1980: 12-15.

[12] « Le Canada et l'OTAN », L. Gen. G.C.E. Thériault, in *Les Politiques de défense du Canada dans les années 1980*, Centre québécois de relations internationales, Québec 1981: 78-89.

[13] « French Strategy After De Gaulle », R.J. Hill, *International Journal* XXIII, 2, Spring 1968: 244-253.

* Les titres de cette bibliographie ont été publiés par le Ministère de la Défense Nationale. Les auteurs sont soit à l'emploi du Ministère soit parrainés par lui.

La défense navale

[14] « Seapower Today and Tomorrow », Commodore R.L. Hennessy, *Air Force College Journal* 1961: 38-42.

[15] « Maritime Command : Role and Requirements in the Seventies and Eighties », Maj. J.F. Johnson, *Canadian Defense Quarterly* 2, 2, Autumn 1972: 8-14.

[16] « Canadian Maritime Strategy in the Seventies », G.R. Lindsey, in *Dreadnought to Polaris*, éd. A.M.J. Hyatt, Naval Institute Press, Annapolis 1973: 64-76.

[17] « Tactical Antisubmarine Warfare : The Past and The Future », G.R. Lindsey, in *Power at Sea I: The New Environment*, Adelphi Paper 122, International Institute for Strategic Studies, London 1976: 30-39.

[18] *The Diplomatic Utility of Canada's Naval Forces*, Dr. N. Tracy, *ORAE Report No R60*, July 1976.

[19] « The Future of Antisubmarine Warfare and Its Impact on Naval Activities in the North Atlantic and Arctic Regions », G.R. Lindsey, in *New Strategic Factors in the North Atlantic*, éd. Bertram et Holst, IPC Sciences and Technology Press, Guildford 1977: 139-159.

[20] « Maritime Strategic Deterrence at the Contentional Level – and Canada's Role in It », J.L. Hudson, *Canadian Defense Quarterly* 6, 4, Spring 1977: 12-33.

[21] « Protection of Shipping in the 1980s », G.R. Lindsey, *Canadian Defense Quarterly* 7, 3, Winter 1977-78: 6-12.

[22] « The Current Relevance of Antisubmarine Warfare », Capt. G.L. Edwards, *Canadian Defense Quarterly* 7, 3, Winter 77-78: 14-17.

[23] « The Place of Maritime Strength in the Strategy of Deterrence », G.R. Lindsey, *Naval War College Review*, Spring 1978: 26-33.

[24] « The Soviet Navy in the 1980s », Cdr. J. Drent, *Canadian Defense Quarterly* 8, 4, Spring 1979: 36-39.

La défense aérienne

[25] « The Wisdom of our Air Defense Policy », G/C M. Lipton, *RCAF Staff College Journal* 1956: 28-29.

[26] « North American Defensive Requirements in the Missile Age », F/O D.E. Sharp, *RCAF Staff College Journal* 1958: 49-51.

[27] « Towards a Modernized North American Air Defense System », M.Gen. W.K. Carr, *Canadian Defense Quarterly* 2, 4, Spring 1973: 9-17.

[28] « Some Thoughts on North American Air Defense », Col. Colin Green, *Canadian Defense Quarterly* 9, 3, Winter 1980: 16-21.

[29] « Defense Against Ballistic Missiles », G.R. Lindsey, *RCAF Staff College Journal* 1960: 41-50.

[30] « Strategic Weapon Systems, Stability, and the Possible Contributions by Canada », G.R. Lindsey, *Behind the Headlines* XXVIII, 7-8, July 1969.

[31] « The Canadian Armed Forces and the Space Mission », L.Col. B. Wooding et L.Col. T.A. Spruston, *Canadian Defense Quarterly* 5, 2, Winter 1975: 15-20.

[32] « L'importance stratégique du Canada face à l'évolution de la technologie », G.R. Lindsey, in *Les Politiques de défense du Canada dans les années 1980*, Centre québécois de Relations Internationales, Québec 1981: 35-48.

La défense de l'Arctique

[33] « The Strategic Significance of the Canadian Arctic », R.J. Sutherland, in *The Arctic Frontier*, éd. R.St. J. Macdonald, University of Toronto Press 1966: 256-278.

[34] « Defense Requirements North of Sixty », B.Gen. R.M. Withers, *Canadian Defense Quarterly* 1, 1, Summer 1971: 37-43.

[35] « Canada and Future Shipping Operations in the Arctic », Capt. T.C. Pullen, *Canadian Defense Quarterly* 3, 2, Autumn 1973: 8-13.

[36] « Strategic Aspects of the Polar Regions », G.R. Lindsey, *Behind the Headlines* XXXV, 6, 1977.

[37] *A Study of Canadian-American Defense Policy (1945-1975) – Northern Issues and Strategic Resources*, R.J. Diubaldo et S.J. Scheinberg, *ORAE Extra-Mural Paper*, No 6, December 1978.

[38] *Canada's Foreign Policy Objectives and Canadian Security Arrangements in the North*, N. Tracy, *ORAE Extra-Mural Paper*, No 8, February 1980.

La souveraineté canadienne

[39] *Canadian Security, Sovereignty, and National Development : Possible Contributions by the Armed Forces and DRB*, G.R. Lindsey, *ORAE Report*, No 23, DND Ottawa (1971).

[40] *The Enforcement of Canada's Maritime Jurisdiction*, N. Tracy, *ORAE Report*, No R44, DND Ottawa (1975).

[41] « The 200-mile Economic Zone. New Territory, New Commitments, New Worries », Capt. G.L. Edwards, *Canadian Defense Quarterly* 6, 3, Winter 1976-77: 32-36.

[42] « The Parting of the Waves : Canada-United States Differences on the Law of the Sea », Donald J. Slimman, *Behind the Headlines* XXXIII, 6, April 1975.

Énergie et stratégie

[43] « The Strategic Problems in Fuel Policy : Western Europe and North America », E.B. Hunt, *Air Force College Journal*, 1963: 79-84.

[44] « Les perspectives nucléaires et la crise de l'énergie », Maj. A. Nellestyn, *Canadian Defense Quarterly* 3, 3, Winter 73/74: 22-26.

[45] *The Impact of Energy on Strategy : A Consolidated Report*, L. Col. J.W. Storr, Dr. Erik Solem et L. Col. M.V. Cromie, *ORAE Report* No R64, June 1977.

[46] « Energy and Changing Strategic Aspects of Canada's Arctic Regions », Erik Solem, *Canadian Defense Quarterly* 11, 3, Winter 1981/82: 18-25.

La défense civile

[47] « Civil Aspects of Defense », S.N. White, *Canadian Defense Quarterly* 2, 2, Autumn 1972: 30-42.

[48] « Nuclear Deterrence Does not Make Civil Defense Unnecessary », J.F. Wallace, *Canadian Defense Quarterly* 8, 1, Summer 1978: 20-24.

[49] « Soviet Civil Defense and the Strategic Balance », Capt. Don Lovel, *Canadian Defense Quarterly* 10, 3, Winter 1980/81: 29-34.

[50] « Yes ! Some Countries Do Believe in Civil Defense », John F. Walker, *Canadian Defense Quarterly* 10, 3, Winter 1980/81: 35-38.

La force de réserve

[51] *Reserve Force Study*, Major T.H. Goodfellow, *ORAE Report* R61, DND Ottawa (1976).

La technologie

[52] *Disparity in Space Programs of the Two Superpowers; The Strategic Implications*, G. Salsky, *ORAE Extramural Paper* No 18, DND, Ottawa, 1982.

[53] « International Science and Technology : A Problem for the 1970s », J.C. Arnell, *International Journal* XXV, 4, Autumn 1970: 667-675.

[54] « Implications for Canada of Trends in Military Technology », G.R. Lindsey, *Canadian Defense Quarterly* 9, 3, Winter 1980: 6-11.

Le maintien de la paix

[55] « Organizing and Training Peacekeeping Forces : The Canadian View », R.B. Tackaberry, *International Journal* XXII, 2, Spring 1967: 195-209.

[56] *The Diplomatic Utility of Canada's Naval Forces*, Dr. N. Tracy, *ORAE Report* No R60, DND, Ottawa (1976).

[57] « The Withdrawal of UNEF and the Future of Peacekeeping », L. Gen. E.L.M. Burns, *International Journal* XXIII, 1, Winter 1967-68: 18-22.

[58] « Some Thoughts on International Peacekeeping », B. Gen. E. Leslie, *Canadian Defense Quarterly* 7, 3, Winter 1977-78: 18-22.

[59] « The Future of Peacekeeping for Canada », L. Col. James M. Allen, *Canadian Defense Quarterly* 8, 1, Summer 1978: 30-36.

[60] « Preparations for Peacekeeping at the National and International Level », B. Gen. Clayton Beattie, *Canadian Defense Quarterly* 8, 2, Autumn 1978: 26-29.

L'équilibre stratégique

[61] « A Comparison of Nineteenth and Twentieth Century Balance of Power », L. Cdr. J.W.B. Buckingham, *RCAF Staff College Journal* 1959: 106-114.

[62] *The Dynamics of the Nuclear Balance*, A. Legault et G. Lindsey, Cornell University Press, Ithaca, 1976. Voir également *Le Feu Nucléaire*, des mêmes auteurs, Paris, 1973.

[63] *A Study of Computerizing World Military Inventories : A Taxonomic Approach*, M. Shane Roberts, *ORAE Project Report* No PR138, DND, Ottawa (1979).

[64] « Arms Control and the Central Strategic Balance : Some Technological Issues », J.S. Finan, *International Journal* XXXVI, 3, Summer 1981: 430-459.

[65] *The East-West Balance in Long Range Nuclear Weapons*, G.R. Lindsey, *ORAE Memorandum M106*, DND, Ottawa (1981).

Le contrôle des armements

[66] « A Guide to Deterrence and Arms Control », G.D. Kaye, *Air Force College Journal* 1961: 81-88.

[67] « The Stability of Deterrence », G.R. Lindsey, *Canadian Defense Quarterly* 11, 4, Spring 1982: 20-22.

[68] *Arms Control and the Strategic Balance*, G.D. Kaye, *ORAE Memorandum M21*, DND, Ottawa (1970).

[69] « SALT I: A Military Evaluation », Major G.A. Potter, *Canadian Defense Quarterly* 3, 1, Summer 1973: 29-33.

[70] « L'enchevêtrement des systèmes de défense de l'impact des SALT sur la sécurité européenne », in G.R. Lindsey et J. Trotman, *La sécurité européenne dans les années 1970-80*, Centre québécois de relations internationales, Québec 1973: 37-45.

[71] *The Failure of SALT: Explanations and Implications*, Robin Ranger, *ORAE Extra-Mural Paper* No 7, DND, Ottawa (1978).

[72] *Strategic and Arms Control Implications of NATO Theatre Nuclear Force Modernization*, Robin Ranger, *ORAE Extra-Mural Paper* No 13, DND, Ottawa (1981).

[73] *A Conceptual Working Paper on Arms Control Verification Produced by Arms Control and Disarmament Division*, Department of External Affairs et ORAE, DND, Ottawa (1981).

[74] *Compendium of Arms Control Verification Proposals* (deuxième édition), A. Crawford, F.R. Cleminson, D.A. Grant et E. Gilman, *ORAE Report* No R81, DND, Ottawa (1981).

[75] *Mutual and Balanced Force Reductions : Underlying Issues and Potential Developments*, Robin Ranger, *ORAE Memorandum* No M74, DND, Ottawa (1976).

[76] « Canada and the Control of Arms on the Seabed », Ron Purver, *D Strat A Staff Note 75/9*, DND, Ottawa (1975).

[77] « The Non-Proliferation Treaty and Safeguards Reviewed », L. Col. A. Neelestyn, *Canadian Defense Quarterly* 11, 3, Winter 1981/82: 27-33.

[78] « Direct Military Implications of the Conference on Security and Cooperation in Europe », Cdr. J.D. Toogood, *Canadian Defense Quarterly* 3, 3, Winter 73/74: 40-42.

[79] « The Law of Armed Conflict – The CUSHIE Weapons Treaty », Major W.J. Fenrick, *Canadian Defense Quarterly* 11, 1, Summer 1981: 25-30.

Divers

[80] *Major Armed Conflict : A Compendium of Interstate and Intrastate Conflict, 1730 to 1980*, A.D. Mitchell, D.A. Grant et E.J. Emond, *ORAE Project Report* No PR161, DND, Ottawa (1981).

[81] *Futures of the International System : Reflections on Forecasting, Models and the Future Evolution of the International System*, Erik Solem, *ORAE Project Report* No PR143, DND, Ottawa (1980).

[82] *The Formation of Defense Postures*, D.A. Grant, *ORAE Project Report* No PR108, DND, Ottawa (1978).

[83] *Trends in Low Intensity Conflict*, David Charters, Dominick Graham et Maurice Tugwell, *ORAE Extra-Mural Paper* No 16, DND, Ottawa (1981).

[84] *International Terrorism : A Retrospective and Prospective Examination*, Anthony Kellett, *ORAE Report* No R78, DND, Ottawa (1981).

[85] *Combat Motivation*, N.A. Kellett, *ORAE Report* No R77, DND, Ottawa (1980).

« Si la guerre est innée ou si la guerre est inscrite dans les gènes, pourquoi tant de propagande pour amener les hommes à combattre ? »

Eibl-Eibesfeldt
Source : R.D. Givens et M.A. Nettleship (éds.),
Discussions on War and Human Aggression, Mouton, 1976

« LEUR DEVOIR : – LUI ... SERVIR
– ELLE ... L'INSPIRER ! »

« Soldat, marin, aviateur, vous songez tous à ... elle ... votre fiancée ... votre femme.

Femmes, jeunes filles, toutes, vous devez l'inspiration de votre charme à ceux qui font leur devoir.

SACHEZ CHOISIR VOTRE POUDRE !

La Poudre de Riz « AIR SPUN » de Coty est née dans un cyclone. Le « Cyclone » est, en effet, le nom de l'appareil dans lequel viennent se déposer en fin de fabrication les impalpables particules de la Poudre de Beauté COTY ».

Source : G. Auger et R. Lamothe,
De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécois pendant la guerre 39-45. Montréal: Boréal Express